

30 -11- 1999

29 -05- 2000

N°

55.039/CO/327

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ATELIERS  
PROTEGES

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
DU 9 SEPTEMBRE 1999

Institution d'un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds Social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté » et fixation de ses statuts.

**A. INSTITUTION**

**Article 1**

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire pour les ateliers protégés institue un fonds de sécurité d'existence, dénommé « Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté », dont les statuts sont fixés ci-après

**Article 2**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les ateliers protégés, reconnues et subsidiées par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, et qui ont adhéré comme groupement à la C.C.T du 27 février 1997, concernant les mesures visant à promouvoir l'emploi dans les ateliers protégés C.C.T enregistrée sous le n° 437.743/CO/327 et aux travailleurs qu'elles emploient.

Par travailleur, on entend les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés, tant valides que moins valides.

**Article 3**

La présente convention collective ouvre ses effets le 1<sup>er</sup> avril 1997 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au premier janvier de l'année suivant. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour les ateliers protégés

**B. STATUTS**

**CHAPITRE Ier - DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL**

**Article 4**

A partir du **1 er avril 1997**, il est institué un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds Social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté », dont le siège est établi à **la rue de la Rivelaine, 21 à 6061- Montignies/s/Sambre**. Ce siège peut-être transféré ailleurs par décision unanime du comité de gestion prévu à l'article 12.

**CHAPITRE II. - OBJET**

**Article 5**

Le Fonds assure le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux complémentaires en faveur des travailleurs des institutions visées à l'article 2, pour autant que ces avantages soient fixés par des conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission

paritaire pour les ateliers protégés et rendues obligatoires par arrêté royal.

**Dans le cadre de de la CCT du 27 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté, conclue au sein de la Commission paritaire pour les ateliers protégés, le fonds a également pour mission de recevoir, gérer et affecter aux objectifs en vue desquels ils sont destinés les moyens financiers affectés par l'arrêté du Gouvernement wallon au Fonds Social pour la Promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté en application de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 1999 Article 2 déterminant des modalités particulières d'exécution des articles 2 de l'AR du 5 février 97 portant des mesure visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.**

### **CHAPITRE III. FINANCEMENT**

#### **Article 6**

Les moyens financiers du fonds se composent :

- *Des moyens mis à sa disposition par le gouvernement régional en application de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 29/04/99 affectant des moyens financiers au « Fonds Social pour la Promotion de l'Emploi dans les Entreprises de Travail Adapté »*
- *Du produit éventuel d'intérêts résultant de ces ressources capitalisées*

#### **Article 7**

Les frais d'administration du fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 12.

Ces frais sont couverts en premier lieu par les intérêts des capitaux provenant du versements des cotisations et, éventuellement, à titre supplémentaire, par une retenue sur les ressources prévues, dont le montant est fixé par le comité de gestion précité

### **CHAPITRE V GESTION**

#### **Article 8**

Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire qui se compose de 12 membres dont 8 effectifs-gestionnaires et 4 suppléants-gestionnaires *ainsi qu'un représentant de l'AWIPH ayant voix consultative et disposant d'un droit de veto.*

Ces membres sont désignés par et parmi les membres wallons et de la commission paritaire concernée, pour la moitié sur la présentation des organisations professionnelles des employeurs et pour l'autre moitié sur la présentation des organisations de travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Commission paritaire pour les ateliers protégés.

Le mandat de membre du comité de gestion prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque le mandat de celui-ci comme membre de la Commission paritaire pour les ateliers protégés prend fin ou en raison de sa démission par l'organisation qui l'a présenté. Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

### Article 9

Les gestionnaires du fonds ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

### Article 10

Le comité de gestion choisit un président et un vice-président parmi ses membres, issus respectivement et alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la (les) personne(s) chargé(s) du de secrétariat.

### Article 11

Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant, par un gestionnaire délégué, désigné à cet effet par le comité de gestion.

Le comité de gestion a notamment pour mission :

1. De procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds ;
2. D'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;

3. De maintenir les frais d'administration, de même que la qualité des recettes annuelles couvrant des frais ;
4. De transmettre chaque année, en juin, un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Commission paritaire pour les ateliers protégés.

### Article 12

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit sur convocation du Président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, soit à la demande d'une des organisations représentées.


Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Le Comité de gestion peut inviter des experts et/ou techniciens.

### Article 13

Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

Les décisions du comité de gestion sont prises, en principe, à l'unanimité des voix des membres présents, sauf en cas de dispositions contraires prévues par le règlement d'ordre intérieur établi par le comité de gestion.



Ch

## CHAPITRE VI : CONTROLE -BILAN -COMPTES.

### Article 14

Chaque année, à partir de 1998 « le bilan et comptes de l'exercice écoulé est clôturé au 31 décembre. Le premier « bilan et comptes » portera sur l'exercice 1997 et 1998.

### Article 15

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire pour les ateliers protégés désigne un réviseur ou **expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du fonds.**

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Commission paritaire pour les ateliers protégés.

De plus, il informe régulièrement le comité de gestion du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

## CHAPITRE VII -DISSOLUTION ET LIQUIDATION

### Article 16

Le fonds est institué pour une période indéterminée. Il est dissous par la Commission paritaire pour les ateliers protégés, à la suite d'un préavis éventuel, comme prévu à l'article 3. La commission paritaire précitée décide de la destination des biens et des valeurs du fonds, après le paiement du passif. Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le fonds a été institué.



La Commission paritaire susmentionnée désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

# PARITAIR COMITÉ VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN

## Collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 1997

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd „Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté”.

### A. OPRICHTING

#### Artikel 1

Bij onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, richt het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen een fonds voor bestaanszekerheid op, genaamd „Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté”, waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

#### Art. 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair comité voor de beschutte werkplaatsen welke erkend zijn en worden gesubsidieerd door het „Agence Wallonne pour l'intégration des personnes handicapées” en die als groepering toegetreden zijn tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 februari 1997 betreffende de maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen - collectieve arbeidsovereenkomst geregistreerd onder het nummer 437.743/CO/327 -, en op de werknemers die zij tewerkstellen.

Onder werknemer verstaat men de mannelijke en vrouwelijke werknemers, arbeiders en bedienden, zowel validen als personen met een handicap.

#### Art. 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking op 1 april 1997 en is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder jaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend jaar. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen.

### B. STATUTEN

#### HOOFDSTUK I: BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL

#### Art. 4

Met ingang van 1 april 1997 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd „Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté”, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is rue de la Rivelaine 21, à 6061 Montignies-sur-Sambre. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van het beheerscomité, voorzien bij artikel 12, elders overgeplaatst worden.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. FUND. OSTR

30 11 99

29-05-2000

55.039 16/327

## HOOFDSTUK II: DOEL

### Art. 5

Het Fonds verzekert de financiering, de toekenning en de vereffening van aanvullende sociale voordelen ten behoeve van de werknemers van de inrichtingen bedoeld in artikel 2 voor zover deze voordelen bij collectieve arbeidsovereenkomsten zijn vastgesteld die in de schoot van het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen gesloten zijn en bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaard werden.

In het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 februari 1997 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen gesloten in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen, heeft het Fonds eveneens tot doel de geldmiddelen die, in toepassing van het ministerieel besluit van 1 maart 1999, art. 2, tot vaststelling van de bijzondere uitvoeringsmodaliteiten van art. 2 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997, houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, door het besluit van de Waalse Regering aan het „Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté" worden toegewezen te controleren, te beheren en toe te wijzen voor de objectieven waarvoor ze bestemd zijn.

## HOOFDSTUK III: FINANCIERING

### Art. 6

De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit:

- middelen die hen door de gewestregering ter beschikking worden gesteld in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 29/04/1999 tot toewijzing van de geldmiddelen aan het „Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté", de eventuele intrestopbrengst van deze gekapitaliseerde middelen.

### Art. 7

De administratiekosten van het Fonds worden elk jaar vastgesteld door het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 8.

Deze kosten worden in eerste instantie gedekt door de renten van de kapitalen voortkomend van de storting van de bijdragen, en eventueel bijkomend door een afhouding op de voorziene middelen, waarvan het bedrag vastgesteld is door voornoemd beheerscomité.

## HOOFDSTUK IV: BEHEER

### Art. 8

Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité bestaande uit 12 leden, waarvan 8 effectieve leden-beheerders, en 4 plaatsvervangende leden-beheerders alsook een vertegenwoordiger van AWIPH met raadgevende stem, en die over een vetorecht beschikt.

Deze leden worden aangeduid door en onder de Waalse leden van het betrokken paritair comité, voor de helft op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers, en voor de andere helft op voordracht van de werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat van lid van het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen.

Het **mandaat** van lid in het beheerscomité vervalft door ontslag, overlijden of **wanneer** zijn **mandaat als** lid van het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen een einde **neemt of** wegens ontslag gegeven door de organisatie die hem voorgedragen **heeft**. Het **nieuw** lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de **leden** van het beheerscomité zijn hernieuwbaar.

#### *Art. 9*

De beheerders van het Fonds gaan geen enkele **persoonlijke** verplichting aan in verband met verbintenissen van het Fonds. Hun **verantwoordelijkheid** beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

#### *Art. 10*

Het beheerscomité kiest een voorzitter en een **ondervoorzitter** onder zijn leden, respectievelijk en **beurtelings** uit de werknemers- en de werkgeversdelegatie. Het duidt eveneens de perso(o)n(en) aan die met het secretariaat wordt(en) belast.

#### *Art. 11*

Het beheerscomité beschikt over de **meest** uitgebreide **bevoegdheden** voor het beheer en de **administratie** van het Fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten.

Tenzij andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter **gezamenlijk, elk** desgevallend **vervangen** door een afgevaardigde-beheerder, door het beheerscomité **daartoe** aangesteld.

Het beheerscomité heeft onder meer **als** opdracht :

1. over te gaan tot de eventuele **aanwerving** en afdanking van het personeel van het Fonds;
2. contrôle te doen en **alle** nodige maatregelen te **treffen** voor de uitvoering van deze statuten;
3. de administratiekosten **alsmede** het aandeel van de jaarlijkse **inkomsten** die deze **dekken**, vast te stellen;
4. tijdens de **maand juni** van elk jaar **schriftelijk** verslag uit te brengen aan het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen over de **vervulling** van zijn zending.

#### *Art. 12*

Het beheerscomité **vergadert** minstens éénmaal per semester ter **zetel** van het Fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de **helft** der leden van het beheerscomité, hetzij op vraag van één der **vertegenwoordigde** organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door het beheerscomité, en **ondertekend** door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Het beheerscomité kan technici of deskundigen uitnodigen op zijn vergadering.

### *Art. 13*

Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

De beslissingen van het beheerscomité worden in beginsel getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden, behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk règlement dat door het beheerscomité wordt opgesteld.

## **HOOFDSTUK V: CONTROLE, BALANS EN REKENINGEN**

### *Art. 14*

Elk jaar vanaf 1998 wordt op 31 december de „balans en rekeningen” vanaf het verlopen dienstjaar afgesloten. De eerste „balans en rekeningen” slaat op de werkjaren 1997 en 1998.

### *Art. 15*

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen een bedrijfsrevisor of een expertboekhouder aan ter contrôle van het beheer van het Fonds.

Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen.

Bovendien licht hij het beheerscomité van het Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

## **HOOFDSTUK VI: ONTBINDING EN VEREFFENING**

### *Art. 16*

Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde tijd. Het wordt ontbonden door het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen ingevolge een gebeurlijke vooropzeg, zoals voorzien door artikel 3. Voornoemd paritair comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Fonds na betaling van het passief. Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het Fonds werd opgericht.

Het voornoemde paritair comité duidt de vereffenaaraan onder de leden van het beheerscomité.

Fait à Charleroi, le 16<sup>9</sup> septembre 1999

